



Eva Blum-Dumontet
Privacy International
62 Britton Street
Londres, EC1M 5UY

Ville de Valenciennes
Place d'Armes
BP 90339 - 59304 Valenciennes Cedex

Londres, le 29 mars 2021

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous écrire de la part de l'organisation Privacy International afin de vous demander des informations sur le partenariat entre l'entreprise Huawei et la ville de Valenciennes, comme il nous l'est permis dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, codifiée au livre III du code des relations entre le public et l'administration (CRPA). Nos questions et demandes de documents administratifs sont les suivantes :

1. Merci de nous communiquer une copie des contrats existants entre la ville de Valenciennes et l'entreprise Huawei entre 2016 et 2021.
2. De plus, pouvez-vous nous communiquer l'intégralité des brochures, manuels et autres documents promotionnels fournis par Huawei ?
3.
 - a. Avez-vous réalisé une évaluation de l'impact sur la protection des renseignements personnels avant de signer le contrat avec Huawei et/ou avant la mise en place des caméras dans la ville de Valenciennes ?
 - b. Si oui, pouvez-vous nous fournir une copie de cette/ces évaluation(s) ?
 - c. Si non, pouvez-vous nous expliquer les raisons de l'absence d'une telle évaluation ?

4. a. Quel est le nombre actuel de cameras en fonctionnement à Valenciennes fournies par l'entreprise Huawei ?
- b. Prévoyez-vous l'installation de nouvelles cameras Huawei dans le futur ? Si oui, combien et quel est l'emploi du temps prévu pour cette installation ?
- c. Pouvez-vous nous fournir une carte signalant où sont placées les caméras de surveillance Huawei ?

5. Combien de fois la police nationale a-t-elle réquisitionné des extractions d'images de cameras fournies par Huawei dans le cadre d'enquêtes judiciaires ?

6. Quelles sont les mesures mises en place afin garantir que les fonctions de reconnaissance faciale ne soient pas utilisées?

Merci de transférer cette lettre à la personne concernée. Veuillez m'adresser les réponses et documents demandés – dans la mesure du possible – par courrier électronique à : eva@privacyinternational.org dans un délai d'un mois comme prévu par la loi en vigueur.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire qui vous serait utile.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mon profond respect.

Eva Blum-Dumontet
Privacy International